

Plus de 375 universitaires et artistes signent leur opposition à l'usage croissant en Allemagne de critères décisionnels de nature politique dans leur champ d'expertise

Par [Opposing Political Litmus Tests](#), 11 mai 2020

« Les signataires s'engagent à ne pas participer à des jurys de prix ou à des comités de recrutement universitaire en Allemagne s'il y a des indicateurs convaincants qu'ils pourraient être sujets à une interférence politique ou à des critères décisionnels de nature politique ».



[377](#) universitaires et artistes de plus de 30 pays ont signé un [engagement](#) s'opposant à l'usage de critères décisionnels de nature politique et à l'interférence politique d'institutions, de municipalités et de responsables publics en Allemagne, qui viseraient à réduire au silence les défenseurs des droits palestiniens selon le droit international.

Les signataires s'engagent à ne pas participer à des jurys, à des comités de prix ou à des consultations en vue d'un recrutement universitaire en Allemagne chaque fois qu'il y aura « *des indicateurs convaincants que leurs décisions pourraient être sujettes à une interférence idéologique ou*

politique ou à des critères décisionnels de nature politique
».

Les signataires incluent de nombreuses personnalités éminentes, dont les philosophes Judith Butler et Étienne Balibar, le scénariste et producteur primé James Schamus, le lauréat du prix Nobel de chimie George P. Smith, le linguiste et critique social Noam Chomsky, la théoricienne de la littérature et du post-colonialisme Gayatri Chakravorty Spivak, l'écrivaine Ahdaf Soueif, l'ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies Hans-Christof von Sponeck, le professeur et historien de l'Holocauste Amos Goldberg, l'artiste et écrivaine Molly Crabapple. L'architecte renommé Michael Sorkin a lui aussi signé cet engagement avant de mourir fin mars du COVID-19.

Cet engagement est une réponse aux nombreuses occasions dans lesquelles des artistes et des universitaires soupçonnés de soutenir le mouvement non-violent de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) en faveur des droits palestiniens ont été soumis à une interférence politique répressive et à des campagnes de diffamation.

En mars, des responsables publics ont fait pression sur le festival triennal de la Ruhr afin de [désinviter](#) le philosophe Achille Mbembe, qui devait prononcer le discours inaugural du festival. Le festival a été annulé depuis à cause de la pandémie de coronavirus. L'an dernier, la ville de Dortmund [est revenue](#) sur la décision d'accorder à l'écrivaine Kamila Shamsie le prix Nelly Sachs de Littérature.

Shamsie et Mbembe ont tous deux signé cet engagement.

Les signataires de l'engagement affirment que « *modifier la décision du jury d'un prix ou retirer une invitation sur des bases idéologiques est une interférence intolérable que nous ne pouvons cautionner, quand ce ne serait même que par notre participation aux jurys sujets à une telle interférence.* »

Ils et elles affirment que rendre ces décisions dépendantes d'un engagement à désavouer BDS viole la liberté académique et la liberté d'expression et constitue « *une moquerie du système et de l'objectif mêmes d'attribuer des prix à des individus considérés comme des leaders dans leurs domaines.* »

Il est notable que plus de 40 signataires de cet engagement viennent d'Allemagne, dont des dirigeants d'institutions culturelles importantes.

La tendance inquiétante en Allemagne de réduire au silence des voix critiques, en particulier celles de personnes de couleur, a été notée avec une indignation croissante dans le monde entier. Des centaines d'écrivains et de personnalités de la culture ont [fustigé](#) le retrait du prix de Kamila Shamsie. Plus d'une centaine de personnalités publiques [ont condamné](#) la décision du Festival Open Source de Düsseldorf de désinviter le rappeur noir américain Talib Kweli l'année dernière.

En 2018, 75 personnalités ont condamné la décision de la Triennale de la Ruhr de désinviter le groupe musical des Young Fathers, et en conséquence, plusieurs artistes et groupes [ont annulé leur participation au festival](#), contraignant le festival à ré-inviter les Young Fathers.

Le mois dernier, des dizaines d'universitaires juifs et israéliens, dont beaucoup sont des spécialistes de l'antisémitisme, des études juives, des études sur Israël ou des études sur l'Holocauste, [ont appelé](#) le gouvernement allemand à remplacer Felix Klein, le Commissaire fédéral sur l'antisémitisme, à cause de sa « *honteuse* » diffamation d'Achille Mbembe et de son « *rôle clé dans l'usage de l'antisémitisme comme d'une arme contre les critiques vis-à-vis du gouvernement israélien et contre les militants exerçant leur liberté de parole et de réunion pour protester contre les violations par Israël des droits fondamentaux des Palestiniens* ».

Le philosophe Étienne Balibar a déclaré : « Nous vivons dans une période dangereuse pour la paix et pour les droits humains dans le monde, une période qui inclut un nationalisme croissant, de la xénophobie, de l'antisémitisme et de l'islamophobie. Il est important que la liberté d'expression soit préservée et que la défense des valeurs universelles ne soit pas instrumentalisée par des politiciens qui cherchent à protéger de la critique internationale des régimes d'occupation coloniale et de discrimination raciale, et à réduire au silence les voix qui les dénoncent publiquement. Cette perversion de la justice est particulièrement regrettable quand elle a lieu en Allemagne, un pays qui veut être une démocratie modèle, tirant les leçons d'une histoire tragique, un effort que beaucoup d'entre nous ont admiré. Pour cette raison je rejoins avec regret mais sans hésitation la protestation internationale d'universitaires et d'écrivains contre des cas récents de censure et de discrimination ciblant des intellectuels éminents d'une valeur morale indiscutable – le professeur Achille Mbembe étant le cas le plus récent. Cela ne devrait pas continuer, pour la réputation de l'Allemagne autant que pour la cause de la démocratie. »

Les signataires de l'engagement déclarent qu'ils et elles « adoptent des positions diverses vis-à-vis de BDS, mais [sont] d'accord avec les 40 organisations juives et également avec les trois tribunaux allemands – le plus récent étant la Cour administrative de Köln [Cologne], en septembre 2019 – qui ont réaffirmé que le soutien à BDS est un exercice légitime du droit universellement reconnu à la liberté d'expression ». Les signataires déclarent aussi que les fausses accusations du type de celles lancées par des fonctionnaires allemands contre Shamsie, Mbembe et les autres « ont pour intention de réduire le cadre des discussions à l'antisémitisme et à ses impacts pernicious seulement » et « sont conçues pour détourner l'attention de tout intérêt critique envers le traitement des Palestiniens en Israël-Palestine, et pour le réduire au silence ».

L'écrivaine Ahdaf Soueif a remarqué : « J'espère que le fait que tant d'entre nous – venant d'une telle diversité de convictions politiques – ressentent le besoin de publier cette déclaration alertera nos collègues en Allemagne sur la gravité de ces interventions politiques et idéologiques persistantes dans leur champ et les poussera à leur résister avec nous ».

Traduction : CG pour BDS France

Source : [BDS Movement](#)

Tribunal Russe pour la Palestine et BDS

Une conséquence cruciale des conclusions du TRP est le soutien au développement de la Campagne BDS – c'est-à-dire de Boycott, Désinvestissement, Sanctions contre Israël jusqu'à ce que cet Etat se conforme au droit international.

Le TRP a caractérisé la politique israélienne comme étant une politique d'apartheid et donc sujette aux sanctions ciblant tout régime d'apartheid.

Dans la synthèse des conclusions de sa troisième session, qui a eu lieu en Afrique du Sud à Cap Town entre les 5 et 7 novembre 2011 le Tribunal exhorte explicitement : *« la société civile mondiale (y compris tous les groupes et individus qui travaillent de leur mieux en Israël et en territoire palestinien occupé pour lutter contre le système de domination raciale qui y règne) à reproduire l'esprit de solidarité qui a contribué à mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud, notamment en conscientisant les parlements nationaux par rapport aux conclusions de ce Tribunal et en soutenant la campagne de Boycott, de Désinvestissement et de Sanctions*

(BDS) »

Cette déclaration est renouvelée à plusieurs reprises dans les conclusions finales formulées à Bruxelles.

Ainsi dans une partie intitulée « Futures actions et pistes pour l'avenir. Les initiatives de la société civile » nous pouvons lire :

« Le Tribunal renouvelle son soutien et se félicite de la campagne BDS, qui doit s'intensifier au sein de l'Union européenne et s'étendre à d'autres Etats, organisations régionales et institutions intergouvernementales »

Et plus loin :

« Le Tribunal promeut l'idée d'un partenariat entre les organes de l'ONU et la société civile afin de faire pression sur Israël sur les questions de BDS en s'inspirant directement de l'expérience du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud dans les années 1970, 1980 et 1990 »

Tout ceci me conduit à vous donner des précisions sur l'histoire, les fondements et le contenu du mouvement BDS, puis à vous expliquer que la Campagne BDS ça marche, et qu'il faut donc persévérer dans cette voie.

La campagne BDS a été lancée le 9 juillet 2005 par plus de 170 associations de la société civile palestinienne un an après la condamnation par la Cour Internationale de Justice du Mur dit de Séparation, condamnation restée sans suite.

Ces associations déclarent :

« Nous, représentants de la Société civile palestinienne, invitons les organisations des sociétés civiles internationales et les gens de conscience du monde entier à imposer de larges boycotts et à mettre en application des initiatives de retrait d'investissement contre Israël tels que ceux appliqués à l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Nous faisons appel à vous pour faire pression sur vos états respectifs afin qu'ils appliquent des embargos et des sanctions contre Israël. Nous invitons également les Israéliens honnêtes à soutenir cet appel, dans l'intérêt de la justice et d'une véritable paix. Ces mesures de sanction non-violentes devraient être maintenues jusqu'à ce qu'Israël

honore son obligation de reconnaître le droit inaliénable des Palestiniens à l'autodétermination et respecte entièrement les préceptes du droit international»

Puis ces associations de la société civile palestinienne énoncent les 3 objectifs du mouvement BDS :

« 1. Mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes et démanteler le Mur ;

A ce premier objectif s'est ajouté depuis 2005 l'exigence de mettre fin au blocus de Gaza.

2. Reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ; et

3. Respecter, protéger et favoriser les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU »

La campagne se développe dans de nombreux pays (en Europe, en Amérique, au Japon, au Maroc, etc), y compris en Israël où le mouvement « Boycott from Within » (Boycott de l'intérieur), bien que très minoritaire, apporte une aide précieuse à la Campagne BDS.

Elle a pris son essor en France depuis l'opération « Plomb durci » contre le peuple gazaoui au cours de l'hiver 2008-2009. Le site de la Campagne BDS France est :

www.bdsfrance.org

La campagne se déploie selon plusieurs axes, comme c'était le cas du boycott de l'Afrique du Sud : les boycotts économique, sportif, universitaire et culturel.

Le boycott économique appelle les consommateurs ou n'importe quel organisme à ne pas se rendre complices d'une politique de violation du droit international et des droits humains en achetant des produits israéliens, qu'ils viennent des colonies de Cisjordanie ou du territoire israélien dans les frontières de 1967. Il vise aussi certaines sociétés non israéliennes qui participent directement à la répression du peuple palestinien. Parmi l'ensemble de ces cas, citons les campagnes qui ciblent les entités suivantes :

- la société Mehadrin, exportatrice de produits agricoles

- israéliens souvent issus des colonies,
- les magasins Séphora qui commercialisent les produits de beauté Ahava issus de la Mer Morte,
 - la société qui commercialise les produits Sodastream (dont le gazéificateur),
 - Keter (qui fournit du petit matériel d'équipement),
 - les médicaments génériques TEVA (pour lesquels il est régulièrement fait une publicité sur France Info),
 - la société anglo-danoise G4S qui équipe les prisons israéliennes de son matériel dit de sécurité,
 - la société américaine Caterpillar, qui participe à la destruction du patrimoine palestinien et est complice de l'écrasement par ses bulldozers de citoyens Palestiniens et aussi de la militante pacifiste Rachel Corrie.

D'autres campagnes visent à ce que des sociétés se désinvestissent de leurs partenariats complices de la politique coloniale israélienne.

Ainsi la société Orange, qui a conclu un partenariat avec l'entreprise israélienne Partner Communications, qui installe des antennes et relais sur des terres confisquées aux Palestiniens pour le seul bénéfice de l'armée ou des colons. Ainsi aussi Veolia qui gère une déchetterie au service des colons et a d'importants projets d'investissements en Israël.

Venons-en à présent au boycott sportif, pour attirer l'attention sur le fait qu'il dénonce notamment la politique israélienne qui consiste à empêcher le peuple palestinien de pratiquer librement les sports et à se doter des moyens nécessaires, et qui consiste aussi à emprisonner arbitrairement des joueurs récalcitrants.

Les boycotts universitaire et culturel visent quant à eux des initiatives sponsorisées par l'Etat d'Israël. Nous nous adressons aussi aux artistes qu'Israël invite à des festivals pour avoir l'air d'être un Etat très ouvert à tous les courants culturels, et nous les exhortons à ne pas accepter de servir de caution morale destinée à blanchir Israël de ses

crimes. Des responsables israéliens de haut niveau avouent d'ailleurs eux-mêmes que la culture leur est très utile pour leur propagande.

BDS remporte d'importants succès, et particulièrement au cours de la dernière période.

Signalons la faillite en 2011 de l'entreprise d'exportation de produits agricoles Agrexco, les grosses pertes de marchés pour les entreprises Alstom, qui a construit le tramway reliant Jérusalem à des colonies, et Veolia, dont le cours de l'action a chuté, la crise de la banque franco-belge Dexia qui participe au financement des colonies ...

D'importantes sociétés de fonds de pension se désinvestissent de sociétés israéliennes travaillant pour l'occupation, et récemment PGGM, la plus grande société de gestion de fonds de pension des Pays-Bas, a décidé de retirer l'ensemble de ses investissements de cinq grandes banques d'Israël. En Grande Bretagne, Hollande et Suisse des directions de grandes surfaces ont décidé de retirer de leurs étalages les produits des colonies, se conformant ainsi à l'esprit des lignes directrices de l'Union Européenne, aussi nommées « guidelines » entrées en application le 1^{er} janvier 2014 et visant à proscrire tout financement et toute subvention aux sociétés travaillant pour les colonies.

Vivens, le plus gros fournisseur d'eau potable des Pays-Bas, a depuis peu mis fin à sa coopération avec Mekorot, la compagnie nationale d'eau israélienne.

Dans des pays tels que l'Afrique du Sud, la Norvège, la Grande Bretagne, les Pays Bas, de très importantes fédérations syndicales renoncent aux services et aux contrats avec des firmes internationales complices de l'occupation, telles que Veolia et G4S.

D'importantes universités ont également rompu leurs relations, notamment en Afrique du Sud ou même aux Etats-Unis. Récemment l'une des principales institutions universitaires américaines, l'American Studies Association (ASA) a invité tous ses membres à couper toutes relations de nature institutionnelle avec les

universités israéliennes. Diverses églises importantes se réclamant de divers courants religieux appellent aussi à BDS.

La Campagne BDS jouit également du soutien d'artistes de renom international, qui sont de plus en plus nombreux à refuser ou à annuler des tournées en Israël, d'intellectuels et de personnalités publiques jouissant d'une grande influence, dont des membres ou des parrains du Tribunal Russell : Desmond Tutu, Roger Waters des Pink Floyds, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, le cosmologue Stephen Hawking qui a refusé de participer à une conférence de haut niveau en Israël ...

Avant de conclure sur les perspectives du mouvement BDS, je veux signaler 2 questions importantes qui mobilisent la Campagne BDS France, questions que je ne développerai pas pour ne pas dépasser le temps qui m'est imparti.

La première c'est notre engagement actif contre le KKL, ou Fonds National Juif, qui est un organisme paraétatique israélien qui est depuis plus d'un siècle le fer de lance de la dépossession du peuple palestinien. Les dons à l'antenne française du KKL bénéficient d'une déductibilité d'impôts, cet organisme se faisant passer pour une association d'intérêt général, écolo et de bienfaisance, et nous sommes actuellement mobilisés contre le projet du KKL France de tenir le 2 février prochain une grande journée de propagande au Palais Brongniart à Paris.

La seconde question est que la France est le seul pays où des militants de la Campagne BDS sont poursuivis en justice, ce qui est conforté par la circulaire Alliot Marie, qui assimile les actions de sensibilisation à BDS à des appels à la discrimination raciale. Nous exigeons, avec de nombreuses associations, le retrait de cette circulaire et la relaxe des militants poursuivis, ce que d'ailleurs de nombreux juges comprennent.

Et je tiens à souligner que cette situation ne nous empêche

pas de développer le mouvement BDS et ne fléchit pas notre détermination.

Quelles sont les perspectives du mouvement BDS ?

L'économie israélienne est certes encore forte, notamment pour ce qui concerne la vente de matériel à usage répressif, testé sur le peuple palestinien, mais la Campagne BDS progresse inexorablement. Elle entre en résonance avec d'autres causes, notamment l'antiracisme, les mouvements anti-guerre, les mouvements pour la justice sociale. Elle est porteuse de valeurs universelles.

Ce n'est pas sans raison que Netanyahu le premier ministre israélien, et d'autres ministres de ce pays ont déclaré que le mouvement BDS est une menace stratégique pour Israël. Il est significatif aussi qu'une centaine de grands patrons israéliens, redoutant le succès des appels au boycott, lancent un appel pour la paix avec les Palestiniens. Quand de son côté Omar Barghouti, co-fondateur de la Campagne BDS, pose la question « L'année 2014 verra-telle un tournant décisif pour la Campagne BDS ? », nous accueillons ce propos avec optimisme.

L'année 2014 a été déclarée année de la Palestine par décision de l'ONU. Nous veillerons à ce qu'elle soit en même temps l'année de BDS. Les régimes d'apartheid ne durent pas jusqu'à la fin des temps. L'Etat d'Israël fait et continuera de tout faire pour essayer de réduire le développement de BDS et pour vider de leur substance des mesures telles que les lignes directrices de l'Union Européenne.

Nous continuerons de nous y opposer résolument. Nous continuerons nos activités militantes avec enthousiasme, parce que les droits des peuples et la vraie justice sont de notre côté.

L'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud, il le sera aussi en Palestine et Israël !

Jean-Guy Greilsamer, militant de la Campagne BDS France



Campagne de BDS contre Israël : l'année 2014 verra-t-elle un tournant décisif ?

Il est à la fois curieux et surprenant de constater qu'Israël se sente vulnérable alors qu'il se trouve au sommet de sa puissance économique et militaire, notamment en matière de nucléaire. Cette fois, l'ironie veut que la menace provienne d'un mouvement non-violent ancré dans le droit international et dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Au mois de juin de cette année, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu a en effet déclaré que le mouvement mondial de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#) (BDS), dirigé par les Palestiniens, représente une « menace stratégique » pour le régime israélien d'occupation, de colonisation et d'apartheid. Pour cela, Netanyahu a décidé de confier la responsabilité totale de la lutte contre le BDS au Ministre des Affaires Stratégiques.

Cette évolution spectaculaire reflète l'échec de « Brand Israel », une campagne israélienne bien huilée menée par le Ministre des Affaires Étrangères depuis le lancement du mouvement BDS en 2005, et dont la stratégie consistait à utiliser la culture comme instrument de propagande en faisant appel à des artistes et des écrivains israéliens dans l'objectif de présenter au monde entier une « meilleure image d'Israël. »

C'est en effet grâce aux gens de conscience depuis les quatre coins du monde, qui ont compris qu'on pouvait mettre fin à l'impunité d'Israël au moyen d'une résistance populaire en Palestine même et associée à une pression et responsabilité internationale à la fois efficace, moralement cohérente et permanente.

C'est cette prise de conscience qui a donné un grand élan aux campagnes de BDS. Plusieurs de ceux qui étaient jusqu'ici des partisans et des sympathisants d'Israël ont fini par s'en éloigner à cause, entre autres, 1) du brutal blocus israélien sur la Bande de Gaza, 2) de la construction sauvage de colonies illégales et du mur de séparation en Cisjordanie occupée, 3) de sa « stratégie de judaïsation » à Jérusalem, en Galilée, dans la Vallée du Jourdain et dans le Naqab (Le Néguev), comme démontré par des rapports officiels de l'ONU 4) de l'adoption de nouvelles lois racistes, et enfin 5) du déni des droits des réfugiés.

Il convient donc de considérer que les succès du mouvement de

BDS au cours des dernières années seraient le facteur qui a ébranlé le régime Israélien. Le soutien en décembre 2012 du *Congrès National Africain* (The African National Congress) ; le soutien au BDS et l'annulation d'évènements qui devaient inclure les noms d'artistes et de groupes de musique de renommée mondiale ; la décision prise par l'éminent scientifique [Stephen Hawking](#) et qui consistait à appliquer le boycott et à annuler sa participation à une conférence à l'Université Hébraïque ; et la dernière vague de résolutions en faveur du boycott adoptées par des associations universitaires US, sont des éléments qui conforte l'analyse selon laquelle le mouvement de BDS atteindra bientôt le niveau de la mobilisation internationale contre l'apartheid en Afrique du sud.

Quant à sa position aux yeux de l'opinion publique mondiale, il faut reconnaître que la réputation d'Israël s'est quelque peu érodée depuis un certain temps déjà. Deux facteurs majeurs en sont la cause. Il s'agit, premièrement, de la force morale du mouvement de BDS, y compris sa composante israélienne anticolonialiste cruciale. Et en second lieu, le changement politique israélien qui s'est clairement orienté vers l'extrême droite. Dans un sondage réalisé en 2013 par la BBC, les résultats ont fait ressortir la concurrence entre Israël et la Corée du Nord, perçus par la grande majorité des personnes en Europe et ailleurs, comme le troisième ou le quatrième des pires pays au monde.

Qu'est-ce que la campagne de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ?

Le 9 juin 2005 a été le jour où l'appel au BDS était pour la première fois lancé par une alliance de plus de 170 organisations palestiniennes : syndicats, réseaux de réfugiés, ONG et associations locales. Le message transmis ce jour était un appel aux organisations de la société civile internationale et aux gens de conscience, afin qu'ils « imposent un boycott général et mettent en place des initiatives de

désinvestissement contre Israël, emboitant ainsi le pas aux mesures appliquées en Afrique du Sud durant la période où sévissait l'apartheid. »

Plus précisément, le BDS appelle à la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, avec le démantèlement du mur et des colonies, la fin du système israélien de discrimination raciste contre ses citoyens palestiniens et le droit au retour inhérent et reconnu par l'ONU des réfugiés Palestiniens dans leur terre d'origine.

Ces trois droits fondamentaux correspondent aux trois composantes majeures du peuple palestinien : les citoyens de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (38% de la population palestinienne d'après des statistiques de 2011), ceux du territoire de 1948 qui vivent sous le régime d'apartheid israélien (12%) et ceux de la diaspora, en exil (50%). Plus de deux tiers des Palestiniens ont le statut de réfugiés ou sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

Agir et s'imposer avec diplomatie et délicatesse

Pour Desmond Tutu, Roger Waters, Naomi Klein, Alice Walker, Judith Butler, John Berger, Ken Loach, Angela Davis, Arundhati Roy, Marcel Khalife et Aijaz Ahmed – personnalités publiques jouissant d'une forte influence – la conclusion est on ne peut plus claire : c'est la même lutte menée en Afrique du sud du temps de l'Apartheid qui doit être suivie aujourd'hui. En effet, le mouvement de BDS est absolument indispensable pour obliger Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international.

En faisant appel aux gens de conscience, partout dans le monde, afin d'aider à mettre fin au système israélien d'oppression à trois facettes, le mouvement de BDS n'entend pas solliciter une action héroïque mais plutôt

l'accomplissement et le respect d'une profonde obligation morale qu'est le renoncement à la complicité dans l'oppression.

Chaque année, les pays occidentaux, à l'instar des États-Unis et de l'Allemagne offrent des milliards de dollars à Israël, sans oublier le commerce militaire lucratif. De ce fait, les contribuables de ces pays occidentaux subviennent aux violations israéliennes du droit international pendant que leurs programmes sociaux domestiques subissent des coupes sombres, que le chômage atteint des niveaux alarmants et que l'environnement se fait massacrer et détruire. Tirer un trait sur la complicité avec les crimes israéliens ne joue pas en faveur du peuple palestinien seulement, mais il conviendra sans nul doute aux « 99% » des personnes aux quatre coins du monde qui luttent contre une guerre perpétuelle et pour une justice socio-économique.

S'appuyant sur son influence mondiale, le mouvement de BDS dirigé par la principale coalition dans la société civile palestinienne, le BNC [BDS National Committee] enregistre une percée à travers le monde, couronnée par d'importantes victoires.

Quelques jours auparavant, *The American Studies Association* [l'Association des Études Américaines] a adopté le principe du boycott universitaire d'Israël avec un ratio de soutien stupéfiant de 2:1 de l'ensemble de ses membres. En avril, *The Association for Asian-American Studies* [L'Association pour les Études Asiatiques Américaines] est devenue la première instance universitaire américaine à adopter le boycott d'Israël. Dans la même période, *The Federation of French-Speaking Belgian Students* (La Fédération des Étudiants Belges Francophones) qui compte 100 000 membres a également adopté le boycott des institutions universitaires israéliennes, tout comme le Syndicat des Enseignants Irlandais. En mars 2011, l'Université de Johannesburg a rompu des liens avec l'Université Ben Gourion à cause des violations des droits de

l'homme.

Pour leur part, les Conseils d'Étudiants à travers plusieurs universités nord-américaines, dont l'Université de Californie, Berkeley, ont opté pour le désinvestissement de toutes les sociétés qui tirent profit de l'occupation israélienne.

Une liste de plus en plus longue

A travers des millions de membres – originaires, entre autres, d'Afrique du sud, de Grande-Bretagne, d'Irlande, d'Inde, du Brésil, de Norvège, du Canada, d'Italie, de France, de Belgique et de Turquie – ce sont les principales fédérations syndicales internationales qui ont apporté leur soutien au mouvement de BDS

[Veolia](#) qui est une société complice avec l'occupation israélienne, a perdu ou a dû se retirer d'appels d'offres qui valent des milliards de dollars, principalement en Suède, en Grande-Bretagne, en Irlande et maintenant aux États-Unis.

Le militantisme du BDS en Norvège, en Afrique du Sud, au Parlement Européen et dans plusieurs Universités Britanniques et ailleurs, a pu frapper [G4S](#), la plus grande société de services de sécurité à l'échelle mondiale. L'entreprise fait actuellement face à d'importants échecs tout à fait significatifs résultant de son implication dans les prisons israéliennes où des détenus Palestiniens, notamment des enfants se font torturer. Elle est également impliquée dans plusieurs projets qui enfreignent le droit international.

En Grande-Bretagne, la cinquième plus grande chaîne de supermarché [Co-op](#) a adopté la politique de boycott des sociétés qui opèrent dans les Territoires Palestiniens Occupés.

L'an dernier, *The United Methodist Church* [L'Église Méthodiste Unie] a appelé au boycott des produits en provenance des colonies israéliennes. Une décision suivie par l'Église

Presbytérienne Américaine et l'Église Unie du Canada. L'Église Mennonite Américaine est allée encore plus loin en décidant de ne pas investir dans les entreprises impliquées dans l'occupation israélienne.

Pour sa part, le gouvernement néerlandais a publiquement « dissuadé » les entreprises de son pays à renoncer au business avec les entités israéliennes opérant dans les Territoires Palestiniens Occupés, ce qui a poussé la plus grande entreprise de construction aux Pays-Bas, [Royal Haskoning DHV](#), à se retirer d'un projet de traitement des eaux usées avec la municipalité israélienne de Jérusalem-Est occupée. Dans le même contexte, l'entreprise publique des eaux Vitens a également résilié un contrat avec l'entreprise israélienne des eaux, [Mekorot](#).

Il en va de même pour le gouvernement britannique qui a publié une directive sur l'implication des entreprises dans les colonies illégales israéliennes. Ces étapes suivent la publication des directives européennes contre le financement des projets et entités israéliens dans les Territoires Palestiniens.

Deutsche Bahn, la compagnie allemande des chemins de fer et qui est contrôlée par le gouvernement, s'est retirée d'un projet israélien qui empiète et confisque la terre palestinienne occupée. Des responsables du Ministère allemand des Affaires Étrangères ont informé des représentants de la société civile palestinienne qu'ils ont recommandé à toutes les institutions académiques allemandes d'éviter tout échange avec l'université d'*Ariel*, une colonie israélienne en Cisjordanie.

Il est vrai que la violente répression israélienne, sa politique de nettoyage ethnique et son blocus à l'encontre des Palestiniens augmentent jour après jour. Néanmoins, nous demeurons confiants et convaincus que nous surmonterons les obstacles et que nous vaincrons. Grâce au mouvement de BDS,

aujourd'hui devenu mondial et ayant réussi à conquérir les cœurs et les esprits des peuples, il se pourrait bien que nous atteignons le point où tout basculera.

Omar Barghouti est militant Palestinien indépendant des droits de l'homme et membre fondateur du mouvement de BDS. Il est l'auteur de « *Boycott, Divestment, Sanctions : The Global Struggle for Palestinian Rights,* » (Haymarket : 2011).

Du même auteur :

[Le succès ultime d'Israël pourrait bien signer la fin de son régime colonial](#) – 9 octobre 2013

[Le mouvement BDS expliqué – Pourquoi j'ai boycotté Israël](#) – 28 février 2013

[A propos du soutien des juifs israéliens au régime d'apartheid en Israël](#) – 25 octobre 2012

[BDS : Les Palestiniens veulent « toute la panoplie des droits »](#) – 27 juin 2012

[BDS pour les droits des Palestiniens : « L'égalité ou rien ! »](#) – 6 mai 2012

[BDS, des armes économiques pour relayer la politique](#) – 31 décembre 2011

[Un criminel de la Haganah témoigne sur la Nakba](#) – 30 décembre 2011

[Veolia toujours impliquée dans les violations israéliennes du droit international](#) – 24 novembre 2011

[L'obstacle fondamental sur le chemin d'une solution à un État](#) – 18 novembre 2011

[Ashton : l'attaque des colons contre la mosquée en Cisjordanie sape la paix au Proche-Orient](#) – 12 septembre 2011

[Le dernier masque de démocratie tombe](#) – 6 août 2011

22 décembre 2013 – Al Jazeera English – Vous pouvez consulter cet article en anglais à :

<http://www.aljazeera.com/indepth/op...>

Traduction : Info-Palestine.eu – Niha